

LA LIBERTÉ

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
Grand'Rue, 13, Fribourg (Suisse)
ANNONCES
Agence de publicité Haasenstein & Vogler
144, Place de l'Hôtel-de-Ville, 144

ABONNEMENTS
Suisse FR. 4 —
Etranger FR. 7 —
TROIS MOIS . . . 6 50
SIX MOIS . . . 12 —
UN AN . . . 25 —
Un numéro du Journal : 5 centimes

ANNONCES
CANTON, LA LIGNE 15 CENT.
SUISSE : 20
ÉTRANGER : 25
Réclames 50 CENT.

SAMEDI 13 JUILLET 1895
194 — SAINT ANACLET, *pape et mart.* — 171
Numéro 160
VINGT-CINQUIÈME ANNÉE

Courage donc, chers Fils, et agissez virilement, pleins de confiance en Dieu dont vous servez à cause, appuyés sur les doctrines de cette Chaire apostolique à laquelle a été confié l'enseignement suprême.
(BREF DE PIERRE IX A LA LIBERTÉ.)

Nous avons constaté avec plaisir que, dans le ministère que vous exercez, vous vous proposez d'adhérer fermement aux conseils que le Saint-Siège a donnés aux écrivains catholiques.
(BREF DE LEON XIII A LA LIBERTÉ.)

O. I. X.

La Presse est une œuvre pie d'une utilité souveraine (PIERRE IX)

M. V. X.

DERNIÈRES DÉPÊCHES

Service de l'Agence télégraphique suisse

Paris, 12 juillet.

Le *Journal des Débats*, commentant le vote du Sénat au sujet de la convention franco-suisse, s'applaudit de voir rétablies entre les deux pays les bonnes relations commerciales, trop longtemps interrompues. Plusieurs autres journaux parlent dans le même sens.

Cahors, 12 juillet.

On dit que l'établissement des Petits-Carmes va se fermer, ne pouvant pas payer le droit d'accroissement. La disparition de ce collège, qui existe depuis longtemps à Cahors, produira un grand vide dans notre ville.

Londres, 12 juillet.

M. Raikes, candidat unioniste pour l'Est, se rendait à une réunion électorale dans le district minier de Wiescham, avec deux ou trois journalistes, sa femme et son secrétaire.

La voiture qui le conduisait a été assaillie à coups de pierres par des adversaires politiques du candidat. Le cocher a été blessé à la tête, un journaliste a eu le poignet luxé et le secrétaire de M. Raikes a été blessé à la main par des éclats de verre.

La police a dû escorter M. Raikes et sa femme jusqu'à leur domicile.

Londres, 12 juillet.

Vingt-neuf candidats ouvriers se présenteront aux élections législatives. Les membres du parti ouvrier s'abstiendront dans toutes les circonscriptions où ils n'auront pas de candidats.

Londres, 12 juillet.

On télégraphie de New-York au *Times* que la proposition de créer un tribunal arbitral permanent entre la France et les Etats-Unis soulève de nombreuses discussions, qui toutes témoignent d'une vive amitié à l'égard de la France.

Londres, 12 juillet.

138 candidats à la Chambre des Communes n'auront pas de concurrents. Le *Times* exprime sa vive satisfaction de la visite d'une escadre italienne en Angleterre.

Londres, 12 juillet.

On télégraphie de New-York au *Standard* que le *Herald* estime que, d'après la statistique du bureau de l'agriculture, la récolte de blé sera de 14 % inférieure à celle de l'année précédente, mais que celle du maïs sera le double.

Saint-Petersbourg, 12 juillet.

Un tremblement de terre a eu lieu mardi matin dans la région aralo-caspienne.

Il a été assez fort à Astrakhan, et il a été si violent à Onssoun-Ada que les maisons, le remblai du chemin de fer et les constructions du port ont été endommagées.

Les ouvriers du port et les habitants se sont enfuis.

Des maisons ont été détruites à Krasnovodsk; les habitants se sont enfuis.

A Achabad, les maisons ont été crevassées.

Madrid, 12 juillet.

Hier soir a eu lieu un grand meeting des ouvriers grévistes. Aucun incident. La continuation de la grève a été votée.

Bruxelles, 12 juillet.

On prépare une grande manifestation libérale contre le projet de loi scolaire du gouvernement, qui donne satisfaction à une partie des justes demandes des catholiques.

Portsmouth, 12 juillet.

Pendant les fêtes données en l'honneur de l'escadre italienne, une chaloupe d'un vapeur anglais a sombré. Trois noyés.

New-York, 12 juillet.

Cent pèlerins sont partis hier pour Lourdes et Rome, à bord du *Westernland*.

Washington, 12 juillet.

On assure que le ministre d'Espagne a reçu de son gouvernement une dépêche lui donnant pour instruction de retirer sa protestation contre le langage attribué à M. Bastia.

Alger, 12 juillet.

Une source de pétrole a été découverte près d'Aïn-Tedeles, dans la province d'Oran, à 416 mètres de profondeur. Elle s'est élevée depuis hier à 316 mètres dans le puits, et, d'après les ingénieurs, elle promet d'être l'une des plus importantes du monde.

CONGRÈS OUVRIER CHRÉTIEN DE PARIS

Le congrès ouvrier chrétien de Paris — le premier de ce genre qui se tient dans la capitale de la France — a obtenu un plein succès qui permet de bien augurer de l'avenir : très nombreuse assistance, beaucoup d'œuvres représentées (soixante-seize, pour être exact), des discussions de commissions très animées, des séances générales très vivantes; tel a été, dans ses grandes lignes, le congrès démocratique chrétien qui s'est réuni samedi soir et dimanche à la Maison du peuple français, 26, rue Hermel.

Dans les réunions des sections, plusieurs grandes questions qui intéressent le monde du travail ont été discutées. Voici les vœux, qui, à la suite de ces débats, ont été émis et adoptés : nous attirons l'attention de nos lecteurs sur ces documents qui résument assez exactement les idées des ouvriers chrétiens sur un certain nombre de problèmes sociaux :

Que, pour commencer, ce minimum de salaire soit imposé, après avis des chambres de travail, dans les adjudications publiques et dans les industries ou entreprises jouissant d'un monopole de droit ou de fait;

Que les administrations paroissiales et les congrégations religieuses appliquent, dans leurs adjudications de travaux, le principe du minimum de salaire;

Qu'il soit réglé suivant le prix local de la vie, d'après l'avis des chambres de travail;

2° Que les travailleurs de toute catégorie usent de leur droit de voter la création d'une organisation et d'une représentation professionnelle pour réglementer le salaire;

3° Qu'ils agissent de concert avec les travailleurs des autres nations pour tendre à une législation ou à une entente internationale, afin d'empêcher l'abaissement des salaires et de les équilibrer;

4° Que les ouvriers étrangers, la plupart célibataires, qui font baisser la main-d'œuvre, soient frappés d'une taxe sérieuse, et que le paiement puisse en être exigé des patrons qui les emploient;

5° Que les adjudications publiques soient réservées aux entrepreneurs français employant exclusivement des Français;

6° Que l'industrie nationale soit protégée par des tarifs douaniers;

7° Que le marchandage soit interdit par la loi;

8° Que le travail des femmes employées dans l'industrie soit payé le même prix que celui de l'homme, quand il est équivalent, jusqu'à ce qu'une organisation meilleure permette de le supprimer;

9° Que les autorités civiles veillent à ce que les travaux exécutés dans les prisons le soient aux mêmes prix que ceux faits par les ouvriers honnêtes, et que le bénéfice obtenu soit attribué au dégrèvement des impôts;

Que les autorités ecclésiastiques fassent en sorte que les communautés religieuses de femmes ne laissent pas travailler, dans les ateliers, à bas prix;

10° Que la durée des heures de travail soit, dans toutes les professions où cela n'est pas absolument impossible, fixée légalement selon l'âge et le sexe après avis des syndicats professionnels.

Tandis qu'à Paris, le congrès des ouvriers chrétiens votait ces vœux, la Belgique, plus avancée, en réalisait la première application. A la suite d'un rapport nettement favorable de l'ingénieur en chef de la province de la Flandre Orientale, le Conseil provincial vient de rendre définitive l'insertion du minimum de salaire et de l'assurance contre les accidents dans le cahier des charges des adjudications publiques. Un essai de cette réforme avait été fait et avait pleinement réussi.

Voici le texte des dispositions votées par le conseil provincial de la Flandre Orientale, sur la proposition de M. Verhaegen, du groupe de la démocratie chrétienne :

Minimum de salaire. — Seront insérées dans les cahiers des charges des travaux publics de la province ou dans les cahiers des charges de travaux subside par la province, les conditions suivantes :

Les soumissionnaires joindront à leur sou-

mission, sous une enveloppe spéciale portant la mention : *Minimum de salaire*, une déclaration signée et datée, indiquant le chiffre du salaire qu'ils s'engagent à payer aux ouvriers des divers métiers renseignés au cahier des charges spécial de l'entreprise, pendant le temps que ces ouvriers seront employés aux travaux formant l'objet de l'entreprise.

Ils feront connaître également la proportion des demi-ouvriers, c'est-à-dire des apprentis, des aides-ouvriers, vieux ou débilés, qu'ils s'engagent à ne pas dépasser pour chaque métier, et le salaire qu'ils s'engagent à payer à ces demi-ouvriers.

L'administration intéressée vérifiera le taux des salaires indiqués et les proportions de demi-ouvriers correspondant à ceux communément admis dans la région.

La députation permanente prendra à ce sujet l'avis du conseil de l'industrie et du travail, lorsqu'il en existe un dans la région.

Il appartiendra à la députation permanente, ou à l'administration intéressée sous le contrôle de la députation, d'écarter sur décision motivée les soumissionnaires dont les engagements seront trouvés inférieurs aux taux et proportions fixés comme il vient d'être dit.

Assurance contre les accidents. — L'entrepreneur assurera contre les accidents de toute nature tous les ouvriers-contremaîtres, surveillants et autres employés au service de l'entreprise, pour toute la durée de celle-ci. A cet effet, il aura recours à l'intermédiaire d'une société d'assurance dont les conditions devront être agréées par l'administration intéressée.

Les dispositions ci-dessus ne modifieront pas la situation respective de l'adjudicataire et de ses ouvriers au point de vue de la responsabilité civile qu'entraîneront éventuellement les accidents survenus.

La députation permanente est munie des pouvoirs nécessaires pour vérifier et assurer la loyale exécution des mesures qui font l'objet de la présente résolution.

La députation permanente fera annuellement un rapport au conseil provincial sur l'application des dispositions ci-dessus.

Cela dit, nous reprenons la série des vœux intéressants émis par le congrès des ouvriers chrétiens de France. Voici les résolutions relatives au :

REPOS DU DIMANCHE

2° Qu'en attendant la promulgation de cette loi, on remette en vigueur celle de 1814 qui interdit le travail du dimanche dans les entreprises de l'Etat, des départements et des communes;

3° Que, dans les industries particulières, une clause de contrats défalque les dimanches et fêtes du temps accordé pour la livraison;

4° Que les gares de petite vitesse soient complètement fermées le dimanche aux employés comme au public;

5° Que la poste remette au lundi la distribution des imprimés et qu'un timbre analogue au timbre belge soit mis en circulation.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

1° Que les frais d'administration soient réduits dans une large mesure et que certains fonctionnaires cherement rétribués soient remplacés par des personnes remplissant volontairement les mêmes emplois à titre charitable et honorifique;

2° Qu'à côté du service officiel, il soit créé un conseil de surveillance composé d'ouvriers et de personnes choisies avec soin et exerçant leur office par dévouement, et que ce conseil ait voix consultative et délibérative dans l'administration des hôpitaux, hospices, etc.;

3° Que tout en tenant compte des recherches scientifiques, il soit établi un contrôle médical statuant sur l'opportunité de toute opération chirurgicale et qu'on exige le consentement de la famille;

4° Que toute atteinte à la liberté de conscience, à la pudeur, faite, par un médecin interne, au malade, soit sévèrement réprimée;

5° Qu'il soit veillé à ce que la distribution des secours à domicile soit faite aux plus nécessiteux et en tenant compte seulement de leur indigence, après enquête sérieuse et visite effective au domicile des intéressés;

6° Que les Sœurs soient réintégrées dans les hôpitaux.

Nous omettons d'autres résolutions, qui n'ont d'importance que pour les ouvriers français. De ce nombre sont celles qui ont trait aux Sociétés de secours mutuels. Dieu merci, ce n'est pas chez nous qu'il serait défendu à ces Sociétés de faire des placements hypothécaires, ou qu'on leur interdirait l'achat d'immeubles. On sait qu'en France les Sociétés de secours mutuels sont obligées de confier à l'Etat tous les fonds déposés, et que c'est avec cette ressource sans cesse croissante, que les ministères qui se sont succédés ont pu augmenter la dette de l'Etat d'une manière continue,

si bien que le découvert qui en résulte s'élève aujourd'hui à plus de trois milliards.

A TRAVERS LA PRESSE

Le projet Schenk, malgré le déplorable accident arrivé à son auteur, continue à défrayer la presse suisse.

La *Suisse libérale* de Neuchâtel déploie contre ce projet une énergie dont elle n'est pas coutumière. Elle y mêle un sarcasme de bon aloi. Voici deux passages fort intéressants de son article d'hier :

Les cantons ne demandent rien; le projet Schenk leur donne quand même 1,200,000 fr. pour leurs écoles. Qu'un capitaliste distribue des cadeaux de droite et de gauche, c'est son droit, dont bon nombre pourraient même user plus largement, mais que dira-t-on d'un particulier qui s'endette pour donner des festins somptueux à ses amis? Préférerai-je ou Saarsberg sont là pour le recevoir! De deux choses l'une, ou la Confédération est assez riche pour dépenser 1,200,000 fr. par an dans le but indiqué, alors tout ce que les autorités fédérales ont débité pendant la campagne du *Beutezug* était, disons le mot, des mensonges lancés à la face du peuple, ou bien la Confédération dépasse les limites de ses ressources. Est-ce alors pour mériter d'être mise sous tutelle qu'elle donne à qui ne demande rien? Dans l'un ou l'autre cas, soit atteinte de démence, soit faussaire de la vérité, elle n'est pas compétente pour devenir une autorité scolaire et présider à l'éducation des enfants.

Après cette allusion très juste aux contradictions flagrantes qui se manifestent entre le langage du Conseil fédéral pendant la campagne du *Beutezug* et sa conduite actuelle, la *Suisse libérale* se moque agréablement de la répartition des cantons en trois classes :

Tout déplorable qu'il soit, le projet Schenk a au moins des gaietés. — « En voiture les voyageurs. — En avant les premiers! — En arrière les troisièmes! » Tel est le cri de portier de gare qui retentit à l'adresse des cantons dont il y a, de par M. Schenk, des bons, des mauvais et des indifférents. Neuchâtel se prélassait sur les coussins de velours rouge, il est parmi les bons, c'est à-dire ceux qui regoivent le moins possible, et pourtant les mérites ont généralement des cures supplémentaires pour leur Benjamin! Berne est placée dans le gros tas, ce qui n'est guère flatteur pour le canton-lumière! Quant au compartiment de troisième classe, il est tout entier occupé par les cantons suspects, Uri, Schwyz, Nidwald, Appenzell (Rh.-Int.), Tessin, Valais, les parias qui voient mal et que l'on voudrait gagner à la bonne cause, en leur accordant une subvention presque double de celle des voyageurs de première classe. Puis, on aura au besoin beau jeu de leur reprocher l'énormité de leur ingratitude s'ils font défaut.

Tout cela est cousu de fil blanc et la classification des cantons en différents degrés d'excellence nous paraît souverainement antidémocratique et attentatoire à leur dignité.

Va seulement petit projet Schenk! Tes patrons, après le labeur de ton lancement, sont sur le point de prendre leurs vacances; le peuple se chargera en temps et lieu de t'en procurer de plus longues encore, de celles qui s'appellent le dernier sommeil!

Le *National suisse* voit aussi de mauvais œil le projet Schenk. Cette course échevelée dans la voie de la centralisation l'inquiète. « En voulant trop, dit-il, on finira par n'obtenir rien du tout, ou tout au moins par indisposer et par fatiguer le peuple. »

Dans son numéro d'hier, la *Gazette de Lausanne* prend aussi position contre le projet Schenk. Elle a senti le besoin de catégoriser son attitude d'une manière plus nettement hostile que celle de son correspondant de Berne.

Nous avons déjà cité les réflexions du *Journal de Genève* et de la *Revue*.

Il ne nous reste plus qu'à entendre les échos du Valais. La *Gazette du Valais* fait remarquer que la Confédération a aujourd'hui de l'argent pour toute espèce de projets centralisateurs. Elle conclut comme suit :

Abstraction faite du principe des subventions scolaires, il y a dans le double compte rendu auquel on astreint les cantons, un danger énorme pour l'indépendance de l'école primaire. Une bureaucratie un peu habile pourra arriver à exercer une véritable tutelle sur les cantons par un contrôle sévère et malveillant des rapports des cantons.

La question des subventions scolaires rencontra donc l'opposition de ceux qui ne veulent pas livrer à la Confédération l'un des derniers domaines dans lesquels les cantons

peuvent encore faire prévaloir une politique indépendante.

Comme on voit, la Suisse romande est assez compacte contre le projet Schenk. M. Favon fait solo dans le Genevois. Mais tout indique que ce sera une voix préchant dans le désert.

LETTERE DE BERNE

(Correspondance particulière de la Liberté.)

Berne, le 11 juillet.

L'état de M. Schenk. — Le projet scolaire peu populaire. — Nécessité de nouvelles ressources financières. — Le monopole des tabacs. — Le mouvement révisionniste bernois. — Chances de la proportionnelle.

L'état de M. Schenk s'est sensiblement amélioré depuis vingt-quatre heures. La famille a pu donner, pour la première fois depuis l'accident de lundi, des nouvelles vraiment bonnes au Département de l'Intérieur, qui s'informe chaque jour, à plusieurs reprises, de l'état de son chef. On peut donc compter sur une guérison, sauf l'imprévu, avec lequel il faut aussi compter, surtout à l'âge de M. Schenk. Ajoutons, à cette occasion, que M. Schenk est entré au Conseil fédéral le 1^{er} janvier 1884, il a donc été mêlé, plus que tout autre homme d'Etat vivant, à nos luttes politiques; depuis la retraite involontaire de M. de Bismark, M. Schenk est le doyen des membres de gouvernement de l'Europe, et peut-être du monde entier.

L'accident survenu à M. Schenk a mis fin aux polémiques qui commençaient à s'engager à propos de son dernier projet scolaire. L'accueil général fait au projet n'est d'ailleurs pas très rassurant pour ses partisans; les réserves sont nombreuses. On en trouve même dans des journaux socialistes. L'assurance contre les maladies et les accidents offre un tout autre intérêt pour le monde ouvrier que les subventions scolaires, et le sentiment est presque général que les recettes actuelles de la Confédération sont insuffisantes pour payer la centralisation militaire, les assurances et les subventions scolaires.

Quant au monopole des tabacs, qui est la ressource financière presque unique qui n'ait pas été encore exploitée, il ne faut pas y penser sérieusement. C'est là évidemment aussi l'opinion qui domine au Palais fédéral, à en juger par la politique suivie dans la question des assurances. On a renoncé à arriver à ce monopole par le grand chemin; on cherche à y parvenir par une voie détournée. Le calcul est très simple. On ferait voter d'abord les assurances par les Chambres et le peuple, et comme la Confédération n'aurait alors pas les ressources nécessaires pour les subventions aux assurés, il faudrait bien trouver de l'argent, et le monopole des tabacs serait tout indiqué pour cela. En attendant, nous aurons la votation sur le monopole des allumettes, qui fixera probablement pour longtemps l'attitude du peuple suisse à l'égard des nouveaux monopoles.

On a commencé, dans le canton de Berne, la collecte des signatures pour la révision de la constitution cantonale. Après des pourparlers qui ont duré assez longtemps, car rien ne marche vite dans le canton de Berne, toutes les minorités sont tombées d'accord sur un programme révisionniste commun. Les socialistes ont renoncé, pour le moment, à faire nommer la Cour d'appel par le peuple, et M. Durrenmatt, à faire une place à part à la députation bernoise aux Etats. La Volkspartei avait proposé de ne faire nommer les deux conseillers des Etats pour deux ans qu'au printemps, pour bien marquer la différence entre cette dé-

putation et celle du Conseil national. Mais, pour ne pas rompre l'accord entre les minorités, la Volkspartei a renoncé à faire prévaloir son point de vue. La collecte des signatures est poussée activement, et elle ne doit pas durer, d'après l'intention des promoteurs de l'initiative, plus d'un mois ou six semaines. Ce n'est pas bien long, peut-être pas assez, surtout si l'on songe que l'organisation des oppositions dans l'ancien canton est très défectueuse.

Le parti radical n'a encore pris aucune attitude à l'égard du mouvement révisionniste qui demande, comme on sait, l'élection du Grand Conseil par le système proportionnel, celle du Conseil d'Etat d'après le système proportionnel par le peuple, et enfin celle des députés aux Etats par le peuple. Les radicaux du Jura et les vieux radicaux de l'ancien canton combattent toute innovation démocratique, la proportionnelle surtout; mais il est peu probable que cette lutte à outrance contre le mouvement révisionniste soit le mot d'ordre de tout le parti radical. Je crois que l'introduction de la proportionnelle pour les élections du Grand Conseil a de grandes chances d'obtenir l'assentiment populaire.

CONFÉDÉRATION

23^e Pèlerinage Franc-Comtois à Notre-Dame de Lourdes avec arrêts aux sanctuaires du Sacré-Cœur à Montmartre (Paris), de N.-D. de Sous-Terre à Chartres et de Saint-Eutrope à Saintes, du lundi 5 août au 13 août 1895.

Les pèlerins de Suisse désireux de se joindre à ce pèlerinage pourront prendre à Dôle lundi 5 août, vers 11 heures du soir, le train spécial partant de Besançon, le même soir à 9 heures.

Départ de Fribourg lundi 5 août à 3 h. 12 s.
Lausanne : 4 h. 55 s.
Arrivée à Pontarlier : 6 h. 53 s.
Dôle : 9 h. 56 s.
Paris : mardi 6 août à 6 h. 40 m.

Séjour.
Départ de Paris (gare Montparnasse) le mercredi, 7 août à 5 heures 50.
Arrivée à Lourdes le 9 août à 5 h.

Retour 13 août par Tarbes, Cette, Lyon, Genève.

Visite au sanctuaire de Fourvières.
Le prix total du pèlerinage (aller et retour) est fixé provisoirement comme suit, depuis Fribourg :

2^e classe, 128 francs;
3^e classe, 86 francs.

Au cas où un certain nombre de pèlerins s'annonceraient d'ici au 20 juillet, il pourrait être obtenu une réduction sur ces prix.

Adresser les demandes sans retard au Comité des pèlerinages à Fribourg, Grand-Rue, N° 13.

La distribution des billets sera close le 31 juillet.

Le scandale de Baar : — Déjà toute la presse radicale à la ronde mène grand bruit au sujet d'une sépulture « indécente » d'un protestant au cimetière de Baar.

Or, les renseignements complets que publie aujourd'hui le *Vaterland* nous montrent que le cas concerne non pas le curé catholique de Baar, mais bien le pasteur protestant.

C'est donc à tort que la *Gazette de Lausanne* a mis cette affaire au compte du curé catholique. La dépêche que nous avons publiée à ce sujet, d'après l'agence Berna, se trouve donc confirmée de tous points.

Jura-Simplon. — La Compagnie du Jura-Simplon publie pour le service d'été

1895 des indicateurs de forme aussi variée qu'élégante, spécialement destinés à attirer les voyageurs de l'étranger dans les contrées que sillonne le réseau. C'est ainsi qu'à côté d'un volumineux *Indicateur* contenant, avec une carte, tous les renseignements désirables sur le service intérieur du Jura Simplon et le service international, la Compagnie vient de faire paraître, à l'intention des touristes anglais, une carte de poche du réseau, portant au verso des notices sur les principales stations (*Central and Western Switzerland—Where to go and stay*), et une délicieuse plaquette intitulée *Health and Pleasure*, à laquelle des vignettes fort soignées donnent un cachet des plus artistiques.

Bétail autrichien. — Basé sur sa décision du 13 mars écoulé, interdisant l'importation du bétail à pied fourchu provenant d'Autriche Hongrie, et tenant compte du fait qu'on a aujourd'hui l'espoir de pouvoir tirer de ces Etats du bétail de boucherie meilleur et moins coûteux que de l'Italie et de la Roumanie, le Conseil fédéral a autorisé son Département de l'Industrie et de l'Agriculture à permettre exceptionnellement, aux mêmes conditions que celles pour l'importation d'Italie, l'entrée en Suisse du bétail de boucherie provenant d'Autriche-Hongrie.

NOUVELLES DES CANTONS

L'incident de Saint-Maurice. — Bien que le magistrat incriminé dans l'affaire Coutaz soit notre adversaire politique, nous avons dit qu'il convenait d'attendre sa défense avant de prononcer un jugement définitif sur sa conduite.

Cette défense paraît aujourd'hui dans la *Gazette de Lausanne*. Notre impartialité nous fait un devoir de reproduire les explications qui tendent à la justification de l'ancien représentant de l'opposition libérale au Conseil national :

Joseph Coutaz, âgé de 65 ans, marié, père de famille, très fort, est originaire de Pérossaz. Il y a quelques années, il vint se fixer à Saint-Maurice pour y tenir un débit de vin. Les affaires allèrent mal.

En 1892, atteint du délire alcoolique, il fut interdit. Lorsqu'il vit paraître son interdiction dans le *Bulletin officiel*, il prit cette feuille et, rencontrant dans la rue M. Adolphe Stockalper, président de la Chambre pupillaire de Saint-Maurice, il l'apostropha en ces termes, en lui présentant le *Bulletin* : « Est-ce vous qui avez signé cela ? » Sur la réponse affirmative du président de la Chambre, il se livra sur lui à d'odieuses voies de fait.

Plainte fut portée au tribunal. Le président du tribunal de Saint-Maurice et son suppléant se refusèrent pour cause de parenté avec le plaignant. Ce fut un suppléant du tribunal de Monthey qui fut chargé de l'enquête. Celle-ci traîna. Enfin, le 3 janvier 1894, les débats devaient avoir lieu, lorsqu'il fut demandé un rapport médico-légal sur l'état mental du prévenu. Ce rapport conclut à la responsabilité.

Peu de jours après, M. Gay, père, fonctionnaire comme rapporteur, mourut; son fils, M. J.-B. Gay, greffier du tribunal, le suivit dans la tombe.

Le 24 février, le suppléant de Monthey donna sa démission, l'affaire en resta là et le dossier s'égara. On le cherche encore.

Pendant ce temps, Coutaz n'en continuait pas moins ses exploits. Un jour, il chassa, à coups de pierres, le préposé aux poursuites qui était venu pour pratiquer une saisie, après l'avoir menacé d'une fourche américaine. Au mois de mai 1894, il insulta et menaça, dans la rue, M. Chappelet, président du tribunal de Saint-Maurice, qui le fit alors enfermer au Château.

M. Chappelet, étant tombé gravement malade, ne put s'occuper davantage du prisonnier qui resta ainsi incarcéré plus d'un an, sans avoir été interrogé et sans que les autres au-

torités judiciaires de Saint-Maurice aient suivi la cause.

Maintenant, c'est M. Chappelet qui va supporter tout le poids de ce regrettable oubli. Et ce qu'il y a de plus triste dans tout cela, c'est que M. Chappelet est à toute extrémité en ce moment. Tout espoir est perdu. Il quittera peut-être ce monde sans rien connaître de cette affaire si doublement malheureuse et qui affecte si péniblement sa famille et ses amis. Mais cet incident ne peut ternir la mémoire d'un bon père de famille, d'un homme qui a consacré sa vie à servir son pays comme magistrat et comme soldat, qui, dans son canton, a rempli avec autant de zèle que d'intelligence et de savoir, les plus hautes fonctions.

De cet exposé il résulte que, si le protégé de la *Gazette de Lausanne* est en faute, le prisonnier Coutaz n'est pas non plus l'homme intéressant et victime que la presse radicale nous a dépeint. Est-ce qu'un alcoolique battailleur et agressif, enfermé par prudence, mérite toute la sollicitude que lui ont vouée les inquisiteurs radicaux et vaut tout le bruit qui a été fait autour de son nom ?

Mais voilà, on a cru tomber sur un magistrat conservateur et faire le procès d'un « canton foncièrement catholique » ! Double hévue. Les coups ont porté d'un tout autre côté. Le plaidoyer de la *Gazette de Lausanne* ouvrira les yeux aux maladroits qui ont voulu, à cette occasion, battre monnaie en faveur de la centralisation fédérale et de la philanthropie radicale.

La médaille du 3 mars. (Corresp. du Tessin.) — Je me hâte de vous envoyer une première que je viens de cueillir.

La médaille commémorative de la victoire catholique du 3 mars de cette année, que l'on va offrir à S. G. Mgr Molo, et pour laquelle on a organisé une souscription dans le canton, sera un peu plus grande qu'un écu.

D'un côté, au milieu d'une espèce de couronne formée par un gracieux entrelacement de pampres et de tiges de grains atteignant, en haut, un soleil radieux, est gravée la date 3 marzo 1895, et autour on lit : *Il Ticino cattolico a S. E. Mons. Vincenzo Molo*.

De l'autre côté, l'on admire, toute rayonnante, une belle croix dont une nue cache la base; en bas, l'écusson du canton appuyé sur un glaive et sur une croix croisée; autour : *In questo segno la vittoria*.

Le dessin est exquis; l'exécution, confiée à la maison Johnson, de Milan, ne manquera pas d'être parfaite.

L'exemplaire destiné à Sa Grandeur sera en or. On en frappera aussi en argent et en bronze. Les électeurs catholiques tessinois pourront ainsi conserver, de la bataille décisive livrée à la franc maçonnerie, un souvenir des plus éloquentes.

Il paraît que la cérémonie de la remise de la médaille à Mgr Molo aura lieu à l'occasion du pèlerinage cantonal à Einsiedeln, que Sa Grandeur a elle-même fixé à la seconde quinzaine du mois d'août prochain.

Le procès Contestabile. (Corresp.) — Ce procès, qui a commencé enfin lundi, devant le Tribunal de Bellinzona, durera bien plus de deux jours; peut-être la semaine entière ne suffira pas.

Sur la requête de la défense, la Cour n'a pas reconnu, mardi, à l'Etat, le droit de se porter partie civile, le gouvernement ayant conclu avec la famille de l'ex commissaire des guerres un arrangement par lequel celle-ci a remboursé une partie de l'indemnité fixée pour couvrir le dommage causé à la caisse du canton, et pour la partie restante a donné des cautions hypothécaires et personnelles.

Je vous écrirai mes impressions après que le procès sera fini.

Le jeune cavalier ne remarqua aucunement cet incident énigmatique. Il passa près de Marie avec une rapidité d'éclair, très crâne sur son cheval fringant.

XV

Il s'était accompli tristement, le lugubre retour de la baronne de Morin à Larsenac, où elle devait être inhumée auprès de l'époux bien-aimé qui l'avait précédée dans la tombe. Le temps a des lenteurs cruelles quand il traîne les lourds chagrins éternels que ses ailes sont mouillées de larmes ! — Mais bientôt, il reprend son vol, plus rapide, comme s'il voulait de la sorte regagner les heures perdues.

Bien des jours déjà s'étaient écoulés depuis la mort tragique de la baronne, mort qui demeurait, malgré toutes les recherches, enveloppée de mystère.

Le comte Marc de Ransart survivait à sa blessure.

Il n'avait pas repoussé sa femme qui le soignait avec un admirable dévouement. Les soupçons continuaient à planer sur sa tête, sa justice ne le perdait pas de vue, mais son arrestation ne semblait pas suffisamment motivée et son ajournement tout au moins s'imposait.

Que réservait l'avenir ? Personne n'aurait pu le prévoir. Et cette anxiété, faite de crainte et d'incertitude, assombrissait davantage encore l'existence de la comtesse et de sa fille.

Quelques temps après les funérailles de leur mère, Etienne et Henri de Morin quittèrent le château de Larsenac.

38 FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

LE CRIME DE NOIR-CALVAIRE

Et rappelant son affreux chien roux, qui mordillait à plaisir les pauvres moutons, disséminés dans le pré voisin, leur distribuant même de droite et de gauche des coups de dent d'une nature moins anodine, il mena militairement son troupeau dans la direction du chemin que suivait Etienne monté sur son beau cheval noir.

Marie voulut suivre Farol.

Mais son mari l'en empêcha, vivement surexcité, en proie à une agitation extrême contre laquelle il ne parvenait plus à réagir.

— Laissons aller cet imbécile, je ne suis pas un badaud, moi !... Je n'ai rien de bon à attendre de lui... gronda-t-il.

— Pourquoi ?... fit Marie, avec une naïve surprise.

— Parce qu'il ressemble probablement à ses pareils, à tous ces riches qui sont sans cœur, et vivent aux dépens du pauvre peuple !...

Cette tirade, qui voulait être sonore, manqua d'entrain et de conviction. Elle dissimulait mal la timidité, la crainte dont Bordier était visiblement saisi.

Très fine, Marie ne prit pas le change : — Ce jeune homme est peut-être meilleur que les autres !... fit-elle.

— J'en doute, et je n'ai nulle envie de m'en assurer, répondit Bordier.

Sans parlementer davantage, l'œil étincelant de colère, il cria en prenant le bras de sa femme avec cette nervosité particulière à ceux qui sont sous l'influence de l'alcoolisme : — Allons, viens, te dis-je, mille bordées !...

Marie poussa une plainte de douleur et parut très affectée de cette première brutalité de son époux.

Mais elle obéit, sans chercher à lui résister, sentant bien qu'elle avait désormais affaire à son maître.

— Je voudrais que tous les riches soient pendus ! Ton M. de Morin le premier, gronda Bordier, dont les lèvres tremblaient et dont le regard s'allumait de fauves lueurs.

Marie n'en pouvait revenir... Etait-ce bien là le bon garçon dont on louait le caractère ?... Oh ! que les hommes lui semblaient habiles dans l'art difficile de feindre.

En faisant assez philosophiquement ces réflexions peu rassurantes pour l'avenir, elle se résignait sans trop mauvaise grâce, se réservant de prendre sa revanche, ayant après tout bec et ongles pour se défendre au besoin. Bordier et sa femme prirent un chemin encaissé, bordé de haies épaisses. Mais, en s'éloignant, ils tournaient instinctivement les yeux vers Etienne de Morin.

— Bon ! Voilà ce benêt de Farol qui lui fait des risettes !... murmura Bordier avec une colère concentrée.

En effet, le berge avait salué respectueusement M. de Morin, parvenu au chemin juste au moment de son passage.

— Et voilà que M. de Morin s'arrête, et que

Farol lui parle, son chapeau à la main, comme à un prince !... ricana à son tour Marie, prenant déjà le ton amer et les idées de son mari, peut-être pour lui plaire.

O surprise ! Le cavalier, au lieu de poursuivre sa route, lança son cheval dans la direction de Bordier et de Marie.

C'était une gracieuseté ou une méchanceté de Farol. Etienne de Morin, étranger au pays, lui ayant demandé le chemin le plus court pour aller à la gare de Varimont, le berge lui avait indiqué le plus long, pour l'obliger à passer près de Marie qu'il croyait comme lui dévorée du désir de voir de près le prétendant à la main de Mlle Valentine.

Cette manœuvre produisit l'effet le plus inattendu.

La scène changea à vue... Maîtrisant sa colère et perdant toute son arrogance, Bordier fut pris d'un terreur folle.

— Je t'en prie, ne l'insulte pas, car je ne saurais plus demandée au château, je perdrais ma meilleure pratique pour la couture et pour le linge, murmura Marie, suppliante, raisonnant son mari, cherchant à le convaincre.

Précautions inutiles ! Insulter Etienne de Morin ? Ah ! certes, Bordier, moins que tout autre, en avait la pensée.

— Je ne veux pas le voir !... répondit-il d'une voix chevrotante.

Et, passant par une trouée pratiquée dans la haie épaisse, il alla se cacher derrière un buisson très feuillu.

Marie demeura stupéfaite :

« Qu'est-ce qu'il lui prend, à mon homme ? on dirait qu'il a peur de M. Morin !... songeait-elle, fort intriguée.

Le repos du dimanche. — Une initiative de la part du gouvernement de Zurich pour un règlement plus strict du dimanche et la cessation

Industrie suisse. — Les autorités valaisannes reconnaissent de la part de la Suisse romande la fourniture de toutes les machines, à l'exception de la construction des tramways à Nijni-Novgorod, grand succès pour l'industrie

Route du Saint-Maurice. — Les autorités valaisannes reconnaissent de la part de la Suisse romande la fourniture de toutes les machines, à l'exception de la construction des tramways à Nijni-Novgorod, grand succès pour l'industrie

Anarchistes. — On a distribué samedi de Fonds une feuille d'anarchistes, dans laquelle M. Biolley, rédacteur du journal ouvrier, a utilisé ses honoraires de plaidoyer par le journal ouvert par les journaux des familles des cinq ans en 1894. Cette accusation de faire du bruit.

FAITS DIVERS

Un bon prix. — Les bonnes, à Vevey, qui viendront au consortium Chexes, Gex, normalement de 2,50, 800,000 fr. il y a quelque temps, M. Scher, qui y a des réparations assez im-

ÉTRANGER

Le Sénat a discuté commercial conclu e France. Le rapporteur déposé le rapport et qui a été votée.

Ensuite, M. Buffet pour réclamer le renouveau; mais M. au lendemain; mais M. des affaires étrangères.

Sur quoi M. Fresne tihan, a dit que c'est senter toujours ces se veille de la prorogati fait, dit-il, laisser a prendre connaissance

Après cette première Sénat a décidé que la renouveau aurait lieu im

M. Morellet, sénateur approuvant la conven res au sujet du pays ajoutés que Genève es capitale économique produits économiques ne j des mêmes avantages le pays de Gex les pro

rellet, d'accord avec Haute Savoie, a dépo tion suivant : « Le S nement à s'efforcer c et d'une manière dé des rapports économ Gex, la Haute-Savoie de vue de l'équité. »

MM. Francoz et Fo aux observations de sent-ile, intéressent la Haute-Savoie.

M. Lucien Brun a tort de laisser la Su sur les produits de la il, en finir avec ces pr et rétablir la récipro

évidence de l'esprit question d'honneur plaidements à droi

M. Hanotaux a répo tion, a déjà été soulev députés, et qu'il a pris tiner à faire tous se de la Suisse un meil le pays de Gex. Le étrangers a déclaré Morellet.

Quant à la conver Hanotaux rappelle q vent à 100 millions, sur agricoles, tels que les bestiaux et les suc

homme de 50 millions il y avait donc urge de porter remède à ce pas possible de faire la Suisse sans lui fai

par certains articles les tiens et les fro considérables sont, e à l'importation fran

Saint-Maurice aient suivi M. Chappolet qui va sup- pléer ce regrettable oubli. Et c'est dans tout cela, c'est à toute extrémité en ce r est perdu. Il quittera sans rien connaître de sment malheureuse et qui t sa famille et ses amis. peut tenir la mémoire mille, d'un homme qui a vir son pays comme ma- lat, qui, dans son canton, de zèle que d'intelligence hautes fonctions.

résulte que, si le protégé *rusanne* est en faute, le est pas non plus l'homme mé que la presse radicale t ce qu'un alcoolique ba- enfermé par prudence, icitude que lui ont vouée d'icieux et vaut tout le autour de son nom? On a distribué samedi soir à La Chaux-de-Fonds une feuille volante signée de trois anarchistes, dans laquelle ils disent que M. Biolley, rédacteur de la *Sentinelle* et député ouvrier, a utilisé pour se payer de ses honoraires de plaideur la souscription ouverte par le journal précité en faveur des familles des cinq anarchistes condamnés en 1894. Cette accusation ne manquera pas de faire du bruit.

3 mars. (Corresp.) ne hâte de vous envoyer v viens de cueillir.

Un bon prix. — L'hôtel des Trois Cour- rones, à Vevey, qui vient d'être acheté par le consortium Chessex, Gaudard et Cie, pour l'é- norme somme de 2,050,000 fr., avait été payé 800,000 fr. il y a quelques années par le ven- deur, M. Schär, qui y avait, il est vrai, fait des réparations assez importantes.

On admire, toute rayon- roix dont une ne cache l'écusson du canton ap- e et sur une croix croi- *esto segno la vittoria*. quis; l'exécution, confiée son, de Milan, ne man- arfaite.

destiné à Sa Grandeur sera opérera aussi en argent et cteurs catholiques tessi- e conserver, de la bataille la franc maçonnerie, un éloquent.

cérémonie de la remise gr Molo aura lieu à l'oc- cation cantonal à Einsiedeln, à elle-même fixé à la se- du mois d'août prochain.

ontestable. (Corresp.) a commencés enfin lundi. al de Bellinzona, durera jours; peut-être la se- souffrira pas.

de la défense, la Cour n'a di, à l'Etat, le droit de se e, le gouvernement ayant mille de l'ex commissaire arrangement par lequel é une partie de l'indem- vir le dommage causé à n, et pour la partie res- s cautions hypothécaires

i mes impressions après i fini.

ne remarqua aucunement matique. Il passa près de pidité d'éclair, très crâne gant.

XV

tristement, le lugubre re- de Morin à Larsenac, où l'humide auprès de la tombe. it précédée dans la tombe. lentes cruelles quand il nagrins elle que ses ailes sont ! — Mais bientôt, il reprend e, comme s'il voulait de la heures perdues.

de Ransart survivait à sa poussé sa femme qui le soi- d'incertitude, la lent à planer sur sa tête, la lait pas de vue, mais son blait pas suffisamment mo- ément tout au moins s'im-

venir? Et cette it pu le prévoir. Et cette e crainte et d'incertitude, ntage encore l'existence de a fille.

après les funérailles de leur enri de Morin quittèrent le ac. (A suivre.)

Le repos du dimanche. — D'accord avec une initiative de « chrétiens », le gou- vernement de Zurich va déposer un nou- veau règlement plus sévère sur le repos du dimanche et la cessation du travail.

Industrie suisse. — La grande fabri- que de machines, à Gerlikon (Zurich), a été chargée de la construction d'un réseau de tramways à Nijni-Novgorod et de la fourniture de toutes les machines. C'est un grand succès pour l'industrie suisse.

Route du Saint-Bernard. — Jeudi, les autorités valaisannes ont procédé à la reconnaissance de la nouvelle route du Saint-Bernard. Le tunnel percé au-dessus de l'hospice, aura pour effet, en évitant un passage longtemps obstrué par les neiges et dangereux, de rouvrir plus tôt la route au printemps.

Anarchistes contre socialistes. — On a distribué samedi soir à La Chaux-de-Fonds une feuille volante signée de trois anarchistes, dans laquelle ils disent que M. Biolley, rédacteur de la *Sentinelle* et député ouvrier, a utilisé pour se payer de ses honoraires de plaideur la souscription ouverte par le journal précité en faveur des familles des cinq anarchistes condamnés en 1894. Cette accusation ne manquera pas de faire du bruit.

FAITS DIVERS CANTONAUX

Un bon prix. — L'hôtel des Trois Cour- rones, à Vevey, qui vient d'être acheté par le consortium Chessex, Gaudard et Cie, pour l'é- norme somme de 2,050,000 fr., avait été payé 800,000 fr. il y a quelques années par le ven- deur, M. Schär, qui y avait, il est vrai, fait des réparations assez importantes.

ÉTRANGER

L'ARRANGEMENT COMMERCIAL

devant le Sénat français

Le Sénat a discuté hier l'arrangement commercial conclu entre la Suisse et la France. Le rapporteur de la Commission a déposé le rapport et a demandé l'urgence, qui a été votée.

Ensuite, M. Buffet a demandé la parole pour réclamer le renvoi de la discussion au lendemain; mais M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, s'est opposé au renvoi.

Sur quoi M. Fresneau, sénateur du Mor- tihan, a dit que, c'est une tactique de pré- senter toujours ces sortes de convention la veille de la prorogation des Chambres. Il faut, dit-il, laisser au Sénat le temps de prendre connaissance du rapport.

Après cette première passe d'armes, le Sénat a décidé que la discussion de la con- vention aurait lieu immédiatement.

M. Morellet, sénateur de l'Ain, tout en approuvant la convention, a fait des réserves au sujet du pays de Gex. L'orateur a ajouté que Genève est, en quelque sorte, la capitale économique du pays de Gex; les produits gessiens ne jouissent pas en Suisse des mêmes avantages dont jouissent dans le pays de Gex les produits suisses. M. Mo- rellet, d'accord avec les sénateurs de la Haute Savoie, a déposé le projet de résolu- tion suivant: « Le Sénat invite le gouver- nement à s'efforcer d'amener au plus tôt, et d'une manière définitive, le règlement des rapports économiques entre le pays de Gex, la Haute-Savoie et la Suisse au point de vue de l'équité. »

MM. Francoz et Folliet se sont associés aux observations de M. Morellet, qui, di- sent-ils, intéressent également la zone de la Haute-Savoie.

M. Lucien Brun a ajouté que l'on a eu tort de laisser la Suisse établir des droits sur les produits de la zone; il faudrait, dit-il, en finir avec ces prétentions de la Suisse, et rétablir la réciprocité qui ressort avec évidence de l'esprit des traités. C'est une question d'honneur pour la France. (Ap- plaudissements à droite.)

M. Hanotaux a répondu que cette ques- tion a déjà été soulevée à la Chambre des députés, et qu'il a pris l'engagement de con- tinuer à faire tous ses efforts pour obtenir de la Suisse un meilleur traitement pour le pays de Gex. Le ministre des affaires étrangères a déclaré accepter la motion Morellet.

Quant à la convention elle-même, M. Hanotaux rappelle que les pertes subies par l'importation française en Suisse s'éle- vent à 100 millions, sur lesquelles les produits agricoles, tels que les vins, les laines, les bestiaux et les sucrés figurent pour une somme de 50 millions.

Il y avait donc urgence, ajoute le ministre, de porter remède à cette situation. Il n'était pas possible de faire un arrangement avec la Suisse sans lui faire quelques avantages sur certains articles d'exportation, tels que les tissus et les fromages. Des avantages considérables sont, en revanche, accordés à l'importation française.

Au point de vue économique, le Sénat peut voter sans crainte l'arrangement. Au point de vue politique, les relations de la France avec la Suisse ont toujours été excellentes, mais en dernier lieu, il semblait qu'un léger malentendu s'était élevé entre les deux républiques voisines; le gouver- nement demande aujourd'hui à l'Assemblée législative de faire le nécessaire pour le dissiper.

La motion Morellet a été adoptée à l'una- nimité.

M. Bernard a signalé une anomalie au sujet des fromages, dits fromages à pâte molle, qui sont exempts de droits, tandis que les fromages à pâte dure paient 11 fr. 40. Il faut, dit-il, que cette inégalité de trai- tement cesse absolument.

M. Raymond a appelé l'attention du gou- vernement sur certaines inégalités concer- nant les tissus de soie.

Après un échange d'observations entre M. Bernard et le directeur général des douanes au sujet des boîtes de montres, la convention franco-suisse a été adoptée par 253 voix contre 1.

NOUVELLES DU MATIN

France. — Jeudi, à la Chambre des dé- putés, M. Guesde, socialiste, a interpellé sur la suppression d'une somme de 1,000 fr. votée par le conseil municipal de Romilly (Aube) en faveur du maire de cette com- mune. M. Leygues, ministre de l'intérieur, a répondu que la loi interdit aux maires des petites villes de recevoir une indem- nité. Après une discussion tumultueuse, l'ordre du jour pur et simple, adopté par le gouvernement, a été voté par 325 voix contre 147.

La Chambre a adopté ensuite par 403 voix contre 85 un article additionnel à la convention de 23 février 1882 entre la France et la Suisse et relatif aux rapports de bon voisinage et à la surveillance des forêts limitrophes, article qui a été arrêté à Berne le 25 juin 1895.

— M. Lebon, ministre du commerce, qui assistait jeudi à la séance de la Chambre de commerce de Paris, a prononcé un dis- cours dans lequel il s'est félicité d'avoir, dans la mesure de ses forces, rouvert à la France le marché suisse. (Vifs applaudisse- ments.) Le ministre a rendu hommage aux efforts de M. Hanotaux dans le même but, puis, il a ajouté: « Je considère comme un des plus heureux événements de notre his- toire économique l'unanimité qui s'est ma- nifestée au Parlement pour la ratification de l'arrangement conclu avec la Suisse. » (Applaudissements.)

Autriche-Hongrie. — La Chambre autrichienne a voté mercredi, comme on l'a vu par nos dépêches d'hier, en seconde lecture le crédit demandé par le gouverne- ment pour l'ouverture d'un gymnase slo- vène à Cilli. La discussion, qui a précédé ce vote, a été extrêmement orageuse. Pen- dant que M. Kaltenegger, un député con- servateur, parlait en faveur du crédit, un violent tumulte s'est produit; les libéraux allemands ont interrompu l'orateur par des cris, l'appelant un traître. Les Jeunes- Tchèques ont riposté, et le bruit a duré près d'un quart d'heure. Les orateurs qui ont pu prendre la parole ensuite ont eu de la peine à se faire entendre, l'agitation re- naissant à chaque instant. Un orateur qui s'était servi du terme de *repreh* (insolent) pour caractériser l'attitude de celui qui avait parlé avant lui a été rappelé à l'ordre.

Italie. — L'on sait que le gouvernement italien prépare de grandes manifestations pour le 20 septembre, qui sera le 25^e anni- versaire de l'occupation de Rome en 1870. La Chambre des députés a discuté jeudi une motion de M. le député Vischi, demandant que le 20 septembre soit déclaré jour férié. Plusieurs orateurs ont pris la parole; ceux de la gauche pour combattre la proposition, qui leur paraît inopportune après les der- nières victoires des catholiques dans les élections provinciales et communales.

M. Imbriani a dit que, lorsque la patrie sera vraiment reconstruite dans son inté- grité, on pourra instituer une fête nationale, mais pas avant. Cette déclaration, qui vise les territoires de langue italienne apparte- nant à l'Autriche, à la France et à la Suisse, a provoqué de violentes rumeurs. M. Im- briani a été rappelé à l'ordre. M. N. Cola- janni et M. Prinetti, de la gauche, se sont prononcés contre la motion Vischi, tandis que M. Costa, socialiste, l'a appuyée y voyant, dit-il, la consécration de la libre- pensée.

M. Crispi a exprimé sa surprise de ce qu'une discussion pareille se produit à Rome, qui est le but vers lequel se dirigent les pensées et les aspirations de tous les Italiens. Dans un discours vibrant, il a attiré l'attention de la Chambre sur le reten- tissement qu'aurait un vote négatif et les graves conséquences qui pourraient en résulter.

M. de Nicolo a déposé un ordre du jour exprimant la pensée qu'il est plus conve- nable et plus patriotique de laisser à l'ini-

tiative populaire le soin de fêter le 20 sep- tembre.

Cet ordre du jour a été repoussé à l'appel nominal par 249 voix contre 26.

La motion Vischi a fait l'objet d'un vote au scrutin secret dont le résultat a été proclamé à la fin de la séance; cette motion a été votée par 204 voix contre 62.

Russie. — La députation bulgare a dé- posé jeudi une couronne sur la tombe d'Alexandre III et une sur celle d'Alexan- dre II, dans la cathédrale des Saints Pierre et Paul. Le métropolite Clément a prononcé, à cette occasion, un discours consacré tout entier à l'expression de la reconnaissance du peuple bulgare à l'égard de la famille impériale et de la nation russe. La Russie a été la libératrice du peuple bulgare, a-t-il dit, et les Bulgares lui en garderont une gratitude éternelle.

Pérou. — On annonce que la Bolivie a envoyé un ultimatum au Pérou exigeant une réponse d'ici vingt-quatre heures. La Bolivie réclame des réparations pour les délits commis pendant la dernière guerre civile. On croit que le Pérou refusera.

Etats-Unis. — Une dépêche d'Atlantic City annonce que le Casino s'est effondré pendant une réunion qui comptait un mil- lier de personnes. Une centaine d'entre elles ont été grièvement blessées.

FRIBOURG

QUELQUES MOTS sur l'éducation professionnelle des futurs instituteurs

V

Nous allons terminer en exposant, par quelques mots seulement, l'organisation scolaire que l'on pourrait adopter concer- nant l'Ecole primaire modèle qui serait annexée à l'Ecole normale d'Hauterive.

Les élèves de cette Ecole primaire for- meraient trois cours, tels qu'ils sont prévus par la Loi et le Règlement général de notre canton. Quant aux leçons, elles seraient évidemment données par les élèves de 4^{me} année qui se préparent à l'examen des brevets d'instituteurs.

A défaut de maître spécial, ce seraient les professeurs de l'Ecole normale qui, sous la surveillance du Directeur, donneraient des leçons modèles qui seraient ensuite imitées par les élèves-régents. Il va bien sans dire que chaque professeur fonction- nerait alternativement et de façon à en- seigner, autant que possible, les mêmes branches qu'il donne à l'Ecole normale. Bien sûr, des modifications pourraient être apportées à cette règle générale, et, comme nous venons de le dire, il serait nécessaire que le Directeur de l'Ecole eût la haute surveillance et le contrôle le plus sérieux de cette classe modèle.

Secondé par ses collègues dans l'ensei- gnement, c'est lui, avant tout, qui concourra au développement des aptitudes pédagogi- ques des élèves-maîtres et préparera pour nos écoles primaires des instituteurs capa- bles, intelligents et dévoués.

Par les leçons que ces messieurs donne- ront, ils imprimeront une bonne direction à l'enseignement, qui ne manquera pas de se reproduire plus tard dans nos écoles populaires.

Au reste, les élèves-régents ne seront pas seulement appelés à donner, par-ci par-là, une leçon sur un sujet quelconque, comme cela s'est peut-être trop pratiqué jusqu'à ce jour. Ce n'est pas de la sorte que l'enseigne- ment et la marche d'une classe doivent être entendus. Autre chose est de savoir, par exemple, bien donner une leçon d'histoire qui aura été bien préparée pendant plu- sieurs jours, et autre chose, par contre, est de donner un enseignement correct sur toutes les matières du programme, telles que les prévoit l'ordre du jour ou le tableau hebdomadaire de nos écoles. Et il s'agit ici d'un enseignement réel, méthodique et rationnel tout à la fois.

Une fois pour toutes, il s'agira aussi de bien se convaincre qu'il ne saurait y avoir communauté d'organisation entre l'ensei- gnement primaire et l'enseignement secon- daire. Ici, les procédés à employer sont bien souvent fort différents de ceux dont on doit se servir à l'Ecole primaire. Et cet ensei- gnement sera vivifié et perfectionné par les bons exemples des maîtres, comme aussi par le prestige que ceux-ci exerceront sur leurs inférieurs et par les traces profondes que leur manière de faire jettera dans le cœur et l'esprit de leur jeune auditoire. A leur tour, les élèves les imiteront, aussi bien sous le rapport de la tenue matérielle d'une classe que sous celui du caractère éducatif et moral qu'il doit revêtir tout bon enseignement.

Enfin, nous nous permettons de demander ici si les élèves dont nous parlons, c'est-à- dire ceux de la 4^{me} année, ne pourraient pas suivre avec profit et pendant quelques mois seulement des cours de pédagogie à l'Université de Fribourg. Ou bien, — et

ceci est une seconde combinaison que l'on pourrait adopter, — serait-il peut-être pré- férable que le professeur de pédagogie, — l'auteur intelligent et distingué du *Guide de l'instituteur* — se rendit chaque se- maine à Hauterive pour y donner ses le- çons, qui seraient naturellement combinées et mises en harmonie avec celles de l'Ecole normale?

C'est là une affaire d'organisation que l'on parviendrait facilement à régler dès que la question de principe serait tranchée.

Voilà, à grands traits, des idées généra- les, ou plutôt de simples jalons jetés un peu çà et là sur la voie que l'on pourrait suivre pour remplacer le stage par la créa- tion d'une Ecole primaire modèle, annexée à l'Ecole d'Hauterive. Evidemment, nous n'avons pas tout dit, car nous n'avons fait qu'effleurer une question d'actualité et d'une grande importance pour l'avenir de nos écoles.

Nous laissons à l'autorité supérieure le soin de voir si la question que nous venons de soulever mérite d'être examinée et mise en exécution.

Quoi qu'il en soit, le corps enseignant sait déjà qu'il peut compter pour cette in- novation — comme pour tout ce qui est bien — sur le généreux et indispensable concours de l'honorable Direction de l'In- struction publique. A. F.

La musique bavaroise. — Hier soir, la chapelle du 3^{me} bataillon du 3^{me} régiment d'infanterie de Bavière, en garnison à Lin- dau, s'est fait entendre au Café national. Il y avait foule. Le programme du concert était un heureux mélange de haute musi- que artistique et d'agréable musique popu- laire. Exécution hors ligne. L'auditoire enthousiaste n'a pas voulu déloger sans avoir entendu encore la marche de Berne. M. Gaetan Mauron sera toujours félicité lorsqu'il procurera à ses clients d'aussi bonne musique.

Société de navigation à vapeur. — Les actionnaires de la Société de naviga- tion à vapeur sur les lacs de Neuchâtel et de Morat sont convoqués en assemblée or- dinaire pour le jeudi 25 juillet courant. Dans les tractanda nous remarquons une revision des statuts de la Société et un pro- jet d'emprunt de cent mille francs.

Foire d'Estavayer du 10 juillet. — Il a été amené sur le champ du marché 300 bêtes à cornes, 200 porcs, 10 chèvres et 15 moutons. Excellent bétail exposé et nombreux marchands, de là beaucoup de transactions. Le bétail de boucherie ainsi que les jeunes vaches à lait étaient très recherchés et se vendaient à des prix très élevés.

Les porcs ont subi une baisse assez sen- sible.

Communication anonyme. — Nous avons reçu une communication sans signa- ture sur le championnat annuel du club des joyeux velocemen. Nous ne la publierons que lorsque l'auteur se sera fait connaître à la Rédaction.

Observatoire météorologique de Fribourg

Les observations sont recueillies chaque jour à 7 h. du matin, 1 et 7 h. du soir

BAROMETRE												
Juillet	6	7	8	9	10	11	12					Juillet
725,0												725,0
720,0												720,0
715,0												715,0
710,0												710,0
Moy.												Moy.
705,0												705,0
700,0												700,0
695,0												695,0
690,0												690,0

Thermomètre (Centigrade)

Thermomètre	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
7 h. matin	12	11	8	9	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
1 h. soir	15	19	22	24	27	27	24	1 h. soir																	
7 h. soir	14	14	18	21	19	17	7 h. soir																		

M. SOUSSENS, rédacteur

NOUVEAU NOUVEAU

LUNETTE D'APPROCHE

remplaçant les meilleures jumelles, avec étui, se portant facilement dans la poche, est envoyée contre remboursement de 2 fr. 50; les plus fines à 3 fr., par

(1085) L. Winiger, Lucerne.

L'ÉTUDE

de M. BERSSET, avocat

à Bulle, sera fermée jusqu'au 15 sep- tembre, pour cause de service militaire. H 2026 F (1238/641)

AVIS

On offre à prêter sur bonne hypothèque, en 1^{er} rang, au 4 %, environ 14,000 fr. On consentirait à créer des titres de 1,000 fr. au minimum. — Adresser les demandes au **Conseil communal de Léchelles**. H2112F (1278/667)

A VENDRE

Pour cause de départ, on vendra à bon marché un grand fourneau pour menuisiers et ébénistes, 1 potager, 4 chevaux pour plaquer, 2 lits complets, 1 baignoire en zinc.

S'adresser à **J. Ruetsch, Café de la Croix fédérale, Fribourg**. (1277)

OCCASION

A vendre une victoria et un break en bon état.

S'adresser, sous chiffres H 2107 F, à l'agence de publicité **Haasenstein et Vogler**, à Fribourg. (1273)

ON CHERCHE

une bonne ouvrière tailleur pour confections pour dames. A la même adresse, on accepterait quelques apprenties, ainsi que des jeunes filles désirant se perfectionner dans cet état. H3207Z (1263)

Madame TRUNINGER,

Confections pour Dames,
Länggasse, N° 134, Zurich III.

Moulin à vendre

On offre à vendre un moulin ayant une bonne clientèle, situé en Valais, tout près d'une gare et avec une certaine étendue de terrain d'un grand rapport.

S'adresser, sous chiffres R7717L, à l'agence de publicité **Haasenstein et Vogler**, à Lausanne. (1213)

A REMETTRE

dans un quartier commerçant, un magasin de mercerie, épicerie, lait, légumes, primeurs, etc., en pleine activité, ainsi que plusieurs cafés. Adresser les demandes à **M. Macherel, agent d'affaires, Genève**. H 2033 F (1246)

ON DEMANDE

pour tout de suite une fille forte et robuste, connaissant tous les travaux d'un ménage soigné. Inutile de se présenter sans de bonnes références. S'adresser à la cure de **Villarsel, près Marnand**. H 2037 F (1244)

UNE JEUNE FILLE

allemande, très recommandable, ayant reçu une bonne instruction, cherche place comme COMPTABLE dans un commerce, éventuellement aussi comme BONNE D'ENFANTS.

Prétentions modestes. On préfère un bon traitement à un salaire élevé.

S'adresser à l'agence de publicité **Haasenstein et Vogler**, à Fribourg, sous chiffres H 2132 F. (1284)

Vins d'Espagne

provenant directement de la propriété, garantis naturels, à 40 cent. le litre. Rabais par quantité. La vente au détail se fait par un litre. (995/499)

ANTONIO SANTURÉ, Fribourg
264, rue de Romont (ruelle).

Exécution
Lichès
rapide
et bon marché...
BENZIGER & CO. EISENDELN

Spécialité:
Dessins et illustrations
de tous genres,
Gravures sur bois,
Galvanos,
Gravures sur zinc,
Phototypes,
Autotypes,
Chromolithogr.,
Héliograv. etc.
pour
Annonces et
Catalogues.

H 4308 J (1285)

MISE AU CONCOURS

Les fournitures de bétail de boucherie (environ 250 bœufs de provenance suisse), de bois de boulangerie (environ 240 stères) et de fromage (environ 6,000 kg.), nécessaires au détachement des subsistances du 1^{er} corps d'armée à Renens, pour les manœuvres du 1^{er} corps d'armée qui auront lieu du 25 août au 13 septembre, sont mises au concours. Les offres doivent être adressées, cachetées et franco avec la souscription :

« Soumission pour bétail de boucherie, bois de boulangerie ou fromage », au commissaire des guerres soussigné, d'ici au 20 juillet prochain. — Les offres pour fromage devront être accompagnées d'échantillons. Les soumissionnaires resteront engagés jusqu'au 3 août au soir.

L'indication des cautions, ainsi qu'une attestation des autorités communales constatant la solvabilité des soumissionnaires et des cautions sont indispensables et doivent être jointes à la soumission. Le cahier des charges est déposé au Commissariat cantonal des guerres, à Berne, Fribourg, Lausanne, Sion, Neuchâtel et Genève, et auprès du soussigné.

Berne, le 1^{er} juillet 1895.

O H 8051 (1214)

Le Commissaire des guerres du 1^{er} corps d'armée : SIEGWART, colonel.

COMMERCE DE BIÈRE EN BOUTEILLES

Charles GOSSWEILER, Fribourg

Rue du Tir, N° 319, Quartier Saint-Pierre

Maison de M. l'ingénieur Gremaud

Bière brune et blonde, en litre et demi-litre, contrôlés, livrée franco à domicile, par quantité de 5 litres et plus.

Le litre 30 centimes, 2 demi-litres, 35 centimes. Un dépôt de 20 centimes par bouteille est demandé; ce montant est restitué au fur et à mesure qu'on rend les bouteilles.

H 2133 F (1282)

VENTE A L'EMPORTÉ

HOTEL A VENDRE

Pour cause de départ, à vendre un hôtel avec café, situé dans un chef-lieu du canton, au bord d'un lac. Cet immeuble comprend 10 pièces, caves, etc.; un bâtiment séparé avec grange et écurie et environ 4 poses de terres. Bonne clientèle et rendement assuré. Vaste jardin. — Pour d'autres renseignements, s'adresser à **M. Antoine VILLARS**, notaire breveté, à Fribourg.

H 1984 F (1243/642)

BRASSERIE DE LA SCHWEIZERHALLE FRIBOURG

(1254/652)

A l'homme phénomène succède une nouvelle curiosité phénoménale, la femme colossale du poids de 395 livres. Elle sera visible jusqu'au lundi 15 juillet. Entrée libre.

VALAIS SAXON-LES-BAINS SUISSE

Source iodo-bromurée bicarbonatée. — Médecin : Dr Broccard

GRAND HOTEL DES BAINS

Prix modérés. — Pension depuis 5 francs par jour.

H6296X (1237)

Tenu par **J. Monney, de Fribourg, Suisse.**

CACAO BENSNDORP, Amsterdam

Vente à Fribourg, chez : **M. Charles Neuhaus, rue de Lausanne**. — **M. Xavier Delaquis, rue de Romont**.

H 3017 Z (1193)

SANDALES KNEIPP

Magasin de chaussures (1268)

G. PÉTREMAND

15, rue des Moulins, Neuchâtel

Deux ouvriers charrons

trouveraient de l'ouvrage suivi chez **Ulrich GOBET, à Bessingen**. (1269)

PIANOS

Location. — Echange.

Vente. Accordage

Magasin de musique et instruments en tous genres.

OTTO KIRCHHOFF

114, rue de Lausanne, à Fribourg (17)

Samedi 13 juillet

il sera déballé, sur la Place du Marché, un choix immense de musique en solde, depuis 25 cent. le cahier. (1265)

Avec l'HASCHISCH seule

on obtient sans aucune douleur la guérison certaine et durable des

Cors aux pieds Cornées & verrues

De nombreux certificats en attestent les effets remarquables. Prix 1 fr. Dépôt principal chez l'inventeur

KARRER, pharmacien, ZÜRICH. (518)

Dépôts pour Fribourg : **Bourgnicht, pharmacien.**
Payerne : **Barbezat, pharm.**

Papeterie Josué LABASTROU

Rue de Lausanne, 74, à Fribourg

PAPIERS PEINTS POUR TAPISSERIE

Stores peints — Vitrauphanie

Imitation de vitraux peints. 820

Fr. 1,800

d'appointement fixe annuel peut gagner toute personne de n'importe quelle profession, désirant s'occuper dans ses heures de loisir. Adr. les offres sous chiffre W. X., à l'agence de publicité H. Blom, Berne.

HAUTE NOUVEAUTÉ AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les principaux magasins de tabacs

L'ÉTINCELLE

cigares et cigarettes s'allumant d'eux-mêmes par procédé patenté.

AVANTAGES : Ces cigarettes et cigarettes suppriment l'emploi des allumettes et s'allument par les plus gros vents. Ces produits sont garantis ne donner ni mauvais goût, ni mauvaise odeur et peuvent se fumer en toute confiance.

Exiger dans chaque boîte de cigarette le mode d'emploi

SERVANT DE PRIME

Pour le gros, s'adresser : **V. Duronvenoz**, seul fabricant et inventeur, Genève. (717)

KREBS-GYGAX. SCHAFFHOUSE



A chaque instant surgissent de nouveaux Appareils de reproduction. Sous autant de noms divers, aussi roublards que possible, ils promettent tous de véritables miracles.

Comme un moteur apparaît la Nouvelle invention, pour disparaître tout aussi promptement. Seul le véritable hétérographe est devenu et restera encore de longues années le meilleur et le plus simple des appareils de reproduction. Prospectus gratis et éco. sur demande à **KREBS-GYGAX, SCHAFFHOUSE**.

H3124F (14/1)

BÉNICHON

DE
Vuisternens-devant-Romont

les 28, 29 et 30 juillet

A cette occasion, il y aura

CONCERT

et
2 TIRS au FLOBERT

Invitation cordiale

(1255) Les tenanciers.

CHOCOLAT PH. SUCHARD
CACAO SOLUBLE
EXCELLENTE QUALITÉ
MODÉRÉS
SE TROUVE PARTOUT.

ADMINISTRAT

Grand'Rue, N° 1

Agence de public

144, Place de

Courage donc, cher

a cause, appuyés sur les

suprême.

DERNIÈRES

Service de l'Agence

La *Petite République* de l'Italien Santo a été demandée pour réaliser il a fourni des valotti contre M. Cris

On télégraphie de les nouvelles de Macé mais qu'il est évident tation progresse.

Le *Daily-News* a d'avoir adressé un quoique, dit-il, l'étab finance dans ce pays ble.

A l'issue d'un meeting la voiture de sir Wil assaillie à coups de pi a été légèrement bles Harcourt se trouvait n'a pas eu de mal.

La foudre est tom Calasparra, province était remplie de mond enfant a été tué et hu La grève des ouvrii tinue sans incident.

Un télégramme de B qu'à San-Pablo, dans rientes, une terrible e entre deux trains qu émigrants.

Le cardinal Ledoch Propagande, qui reg juillet 1845 des mair bruchini, célèbre au sacerdotal et demain, saire de la première n y a cinquante ans, da de la Confession à Sai Son Eminence a r mage des félicitations ont offert avec leurs versaire, les prélats e pagande avec tout le p Congrégation et les é Propagande. Cet hommage lui a les supérieurs ou pro ordres religieux qui dans les diverses part

Le duc et la duchess hier, à 9 1/2 heures p accompagnés à la gar Tout le long des rues minées et à la gare, manifestations enthous

D'après un bruit ve qui n'a pas été confi raient pris et fusillé dont les troupes pri osé-Yosé Marti fut tué. Les insurgés ont été Maestra et le cabecill

Hier soir, brillan projections électrique italiens et anglais. L rable sur les quais ; d sillonnaient la rade.

Le duel annoncé en Vassiliadis et le misa lien hier. Deux balla sans résultat.

Service de l'A

Les médecins disent une légère améliorati Schenk. Par moments son entourage. Il n'a p On prévoit que ce plusieurs jours.

On se souvient qu Attishofen, à Lucerne tution d'une coupe e Rhalis Pfyster au Musé Cette, demandé à é tribunal fédéral.